Globethics Repository




# [Global Corruption Report,2004 Introduction

This page was generated automatically upon download from the Globethics Repository. More information on Globethics see https://www.globethics.net. Data and content policy of Globethics Repository see https://repository.globethics.net/pages/policy.

| | |
|---|---|
| Item Type | Book chapter |
| Authors | Zoido, Pablo;Chavis, Larry |
| Publisher | Transparency International |
| Rights | With permission of the license/copyright holder |
| Download date | 2026-11-03 04:17:39 |
| Link to Item | http://hdl.handle.net/20.500.12424/177656 |

404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 327

# 9 Introduction

*Pablo Zoido et Larry Chavis*[1]

Les méfaits de la corruption sont-ils ressentis plus profondément par les couches démunies que par les classes moyennes ? La corruption freine le développement certes, mais par quels mécanismes ? Quelles sont les mesures les plus efficaces en matière de lutte contre la corruption ? Les structures administratives constituent-elles une entrave à la capacité des femmes à lutter contre la corruption lorsque celles-ci accèdent à d'importants postes à responsabilités ? La pratique de la corruption est-elle plus grave dans les régions orientales qu'occidentales de la Russie ? Quelles institutions colombiennes sont intègres et quelles sont celles qui sont corrompues ? Le manque de confiance du public entraîne-t-il plus de corruption ou est-ce l'inverse ?

Tel est le genre de questions qu'explorent les experts en sciences sociales aujourd'hui. Certaines interrogations sur les méthodes de mesure du niveau de la corruption, ou concernant les moyens d'améliorer les formes actuelles de cette évaluation, subsistent toujours. Cependant, l'argument selon lequel la corruption ne peut pas être mesurée, ou que la preuve de la corruption n'est que pure vue de l'esprit ou fait anecdotique, a été littéralement battu en brèche. Une connaissance plus approfondie de la pratique de la corruption nous permet d'aller au-delà des questions générales, et de nous intéresser à des questions plus spécifiques.

Depuis 1995, date à laquelle Transparency International (TI) a pour la première fois publié l'indice de perceptions de la corruption (IPC), les recherches empiriques sur l'impact de la corruption ont considérablement évolué et finalement mûri. Rares sont ceux qui soutiennent l'argument selon lequel la corruption « graisserait les rouages du commerce », comme le suggérait, entre autres, Samuel Huntington dans les années 1960. La demande de données assorties d'analyses est toujours croissante et la recherche commence à avoir une influence directe sur l'élaboration de politiques, comme l'a prouvé l'introduction d'un indice de la corruption dans le « Compte du millénaire » (MCA : Millennium Challenge Account), l'initiative américaine la plus récente en matière d'allocation de l'aide au développement. Bien que la lutte contre la corruption soit récente, on commence à enregistrer des signes de progrès – il est désormais plus facile d'enregistrer des succès ou d'élaborer des mesures plus efficaces à l'origine de résultats concrets (voir par exemple la contribution de Reinikka et Svensson, chapitre 23, page 391). En somme, de nouveaux axes de recherche intéressants enrichissent notre connaissance des causes et des conséquences de la corruption.

Plusieurs de ces nouveaux axes de recherche apparaissent dans les contributions au *Rapport mondial sur la corruption* de cette année. Ces contributions sont

404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 328

examinées dans la suite de cet article et peuvent être réparties en trois groupes, à savoir : les indicateurs de la corruption, la recherche ciblée et les études sur la pauvreté, et la corruption.

## Les indices de corruption : de la mesure à l'impact

Les indices de corruption se sont avérés constituer à la fois un sujet controversé et une entreprise particulièrement réussie. L'IPC était le tout premier indice de son genre, et est aujourd'hui très utilisé comme outil de sensibilisation, de lutte contre la corruption et d'analyse statistique. L'IPC 2003 donne un nouvel aperçu, plus étendu, des niveaux relatifs de corruption entre pays (voir le chapitre 10, page 335).

Soumis à des analyses statistiques, les indices tels que l'IPC ont permis d'établir une corrélation entre la corruption, la croissance et le développement (cf. l'article influent de Paolo Mauro, 1995[2]). Plus récemment, ils ont directement influencé les politiques publiques, notamment en ce qui concerne l'allocation de l'aide au développement. Cependant, l'une des principales critiques faites aux indices de perceptions est qu'ils ne reflètent pas la situation réelle d'un pays. Seligson souligne par exemple la nécessité de déterminer quelle proportion de la population subit effectivement les diverses formes de la corruption (voir le chapitre 17, page 367). Argument auquel Kaufmann et Kraay, en présentant leur nouvel ensemble d'indicateurs de gouvernance (voir le chapitre 16, page 361), répliquent en soutenant que les mesures objectives du niveau de la corruption peuvent comporter des erreurs ou constituer de pures représentations de ce qu'elles sont supposées quantifier réellement. Selon eux, les mesures subjectives sont des mesures tout aussi précises que les évaluations objectives. Toutefois, Kaufmann et Kraay mettent aussi en garde contre l'utilisation des seuls indices de corruption pour orienter les décisions des pouvoirs publics, étant donné que leur imprécision pourrait donner lieu à une classification inexacte des pays.

Les indices de corruption ont aussi fait émerger de nouveaux domaines de recherche, notamment les mécanismes à travers lesquels la corruption affecte l'économie et, en particulier, la relation entre la corruption et les investissements directs étrangers. Dans son étude relative à l'impact de la corruption sur le développement, Lambsdorff met l'accent sur la corrélation entre des niveaux élevés de corruption (faibles notes IPC), des revenus annuels faibles et une faible productivité (voir le chapitre 18, page 371). La corruption peut décourager les investisseurs étrangers du fait de sa corrélation avec l'absence de droits de propriétés garantis ou avec une administration fortement bureautique. Habib et Zurawicki arrivent, eux, à la conclusion que la corruption a un rapport avec la faiblesse des niveaux de flux d'investissement, notamment en provenance de l'étranger (voir le chapitre 19, page 375). Les investisseurs locaux peuvent être moins affectés parce qu'ils ont l'habitude de « naviguer » dans les conditions locales, ou qu'ils n'ont pas la possibilité d'investir à l'étranger. Il importe aussi de prendre en compte le niveau de la corruption dans le pays d'origine de l'investisseur étranger, cela pouvant avoir un impact sur les décisions prises en matière d'investissement.

404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 329

## La recherche empirique sur la corruption de plus en plus ciblée

C'est cependant à la faveur des études ciblées que la recherche empirique sur la corruption connaît l'évolution la plus rapide, et dans le cadre desquelles les recherches les plus intéressantes sont en cours. Une grande partie des contributions au rapport de cette année sont des études ciblées réalisées sur des sujets aussi divers que les enjeux des mesures de la corruption, le rôle de l'information dans la lutte contre la corruption, et la participation des femmes dans le gouvernement comme stratégie de lutte contre la corruption. Les études ciblées contenues dans le rapport de cette année ont pour objet des groupes très variés, notamment les victimes de crimes, les hommes d'affaires, les élites et les ménages. Actuellement, l'impact de la corruption sur les ménages pauvres, tel que traité ci-après, constitue l'un des principaux objets de la recherche.

### Les enjeux des études ciblées

Les mesures transnationales de la corruption ont souvent suscité des critiques qui se fondent sur le fait que l'attribution d'une seule note pour un pays entier est, au bas mot, une méthode simpliste. Comment est-il possible de capter les perceptions très variées de la corruption ou de la gouvernance dans des pays aussi grands et divers que l'Inde, l'Indonésie ou la Russie ? En fait, la diversité indique la nécessité d'une compréhension plus en profondeur du caractère changeant de la corruption à travers un même pays. Deux contributions au rapport de cette année traitent de cette question.

Dans son étude, Court conclut que les perceptions de la corruption dans un nombre considérable d'institutions présentent de grandes similitudes dans quatre États indiens qui affichent pourtant de grandes diversités (voir le chapitre 21, page 383). Il estime qu'une même note peut refléter fidèlement la situation de tout un pays. Abordant la question d'un point de vue différent, Chirkova et Bowser ont mené une étude préliminaire de grande envergure, couvrant près de la moitié de la Russie (voir le chapitre 13, page 349). Cette étude a donné naissance à une carte de la corruption faisant ressortir des indices qui varient considérablement d'une région à une autre et d'un territoire à un autre de la Russie. Comprendre les raisons de telles variations constitue peut-être l'un des défis les plus exaltants à relever. Les analyses de Court et Chirkova et Bowser suggèrent donc que, alors que l'attribution d'une note unique pourrait constituer un mode valable de comparaison entre les pays, il y a aussi lieu d'effectuer des études spécifiques à chaque pays pour mieux y comprendre les problèmes de corruption et de gouvernance.

Les études nationales présentent l'avantage de pouvoir mettre à contribution les experts locaux et de prendre en compte les spécificités de chaque pays. Les résultats d'une telle analyse sont perceptibles dans les travaux des sections nationales de TI en Colombie et en Bulgarie. En Colombie, TI a mis au point un indice pour évaluer les activités d'un certain nombre d'institutions publiques, alliant données brutes et résultats d'enquête (voir le chapitre 12, page 345). En Bulgarie, les résultats d'une enquête sociologique ont été combinés à des données provenant de la Cour des comptes pour constituer un indice de la transparence dans le financement

404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 330

des partis politiques (voir le chapitre 14, page 353). Ces nouvelles approches intègrent les progrès méthodologiques enregistrés dans la recherche sur la corruption au niveau macro aux avantages de solides études ciblées.

### Études sur les entreprises, les élites et les victimes de crimes

Des analyses ciblées ont aussi été effectuées sur plusieurs pays et divers groupes sociaux. En s'intéressant aux victimes de crimes, Seligson suggère qu'il existe une forte corrélation entre le fait d'être une victime de la corruption et le manque de confiance dans les institutions publiques (voir le chapitre 17, page 367). Steen soulève aussi le problème de la confiance et de la corruption dans son analyse d'enquêtes réalisées dans les entreprises, au sein des autorités publiques et des élites culturelles en Russie et dans les États baltes (voir le chapitre 22, page 387). La principale difficulté qui caractérise ce volet de la recherche est de savoir si c'est la corruption qui engendre la méfiance – ou l'inverse.

La contribution de Bray fait ressortir les points de vue de hauts responsables de multinationales (voir le chapitre 20, page 379). Dans une étude commissionnée par Control Risks, Bray a procédé à l'évaluation de l'impact des traités internationaux, tels que la Convention de l'OCDE contre la corruption, sur le comportement des multinationales. Il estime que l'impact de la nouvelle législation commence à se ressentir dans leur comportement, mais que de grands progrès restent à faire dans son application. Il relève que de nombreuses entreprises soutiennent que les États-Unis et d'autres pays membres de l'OCDE exercent indûment des pressions politiques pour obtenir des avantages commerciaux.

### La corruption et l'information

Si l'on veut éradiquer la corruption, elle doit d'abord être exposée. Le pouvoir de la divulgation de l'information est mis en exergue dans l'étude réalisée en Ouganda et présentée par Reinikka et Svensson (voir le chapitre 23, page 391). La publication du montant des subventions allouées aux régions scolaires a permis au gouvernement de réduire le taux de dévoiement de ces fonds de 80 % en 1995 à 20 % en 2001. Cette recherche est importante, au regard des potentialités de reproduction de mesures similaires ailleurs qu'en Ouganda. Cependant, ce qui pourrait être plus important pour la recherche en matière de diagnostic de la corruption, c'est que l'identification de mesures peu coûteuses pourrait s'avérer impossible en l'absence d'enquêtes préliminaires destinées à évaluer les fonds détournés dans le financement de l'éducation.

D'autres cas de mesures réussies de lutte contre la corruption sont illustrés dans les études réalisées par l'« International Budget Project » (IBP) (voir le chapitre 24, page 395). En collaboration avec des experts nationaux et des ONG, l'IBP a mené des études approfondies sur les systèmes budgétaires en Afrique et en Amérique latine. Le but visait à identifier les domaines spécifiques qui nécessitent des reformes visant à accroître la transparence.

Bien que très différente dans son approche, l'étude d'Azfar et Nelson relève aussi l'importance de la transparence (voir le chapitre 25, page 399). S'inspirant

404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 331

d'un modèle économique expérimental, ces auteurs ont montré comment, dans un environnement restreint, la corruption peut être réduite grâce à la diffusion accrue de l'information auprès de l'électorat. Du fait de l'absence de données directement disponibles sur les transactions empreintes de corruption, l'utilisation de cadres expérimentaux a le grand avantage de faciliter la compréhension des comportements corrompus dans certaines situations. Les résultats obtenus par l'étude d'Azfar et Nelson offrent à la fois des recommandations en termes de mesures possibles et de nouveaux axes d'expérimentation.

### La corruption et la question du genre

Un domaine de recherche sur la corruption qui continue de susciter l'intérêt est la place qu'occupe la question du genre. Si les hommes étaient par nature plus corrompus que les femmes, accroître la participation des femmes dans la gestion des affaires publiques pourrait paraître comme étant un facteur de réduction de l'incidence de la corruption. Cependant, les études présentées ici font ressortir des nuances importantes. Il faudra intensifier la recherche si nous voulons évaluer l'impact sur la corruption de la participation accrue des femmes dans le gouvernement.

L'étude de Mukherjee et Gokcekus suggère que, même si la question du genre a un impact sur la corruption, il faudrait peut-être davantage en chercher la raison dans la dynamique de l'organisation que dans les spécificités d'un genre (voir le chapitre 26, page 403). La faible proportion d'hommes ou de femmes dans une administration publique peut indifféremment promouvoir la corruption. En conséquence, ce qui pourrait permettre la réduction de la corruption est un meilleur équilibre entre les femmes et les hommes au sein d'une structure donnée.

Dans son étude sur les collectivités locales en Inde, Vijayalakshmi n'a pas pu établir de corrélation entre la participation des femmes et le niveau de corruption pratiquée au plan local (voir le chapitre 27, page 407). Toutefois, cet auteur attire l'attention sur l'implantation de réseaux de corruption, le fait que les jeunes fonctionnaires sont entraînés dans ces réseaux dès le début de leur carrière, et sur les capacités limitées des groupes de femmes susceptibles d'influencer les organes de décision.

## Pauvreté et corruption : les défis à relever

L'analyse des données sur les ménages constitue un important volet d'étude de la relation entre la corruption et la pauvreté. Le principal résultat qui découle de la documentation y afférente est que la corruption affecte les pauvres de façon disproportionnée. En effet, les pauvres dépensent plus dans l'octroi de pots-de-vin, proportionnellement à leurs revenus, et leur accès aux services publics est sévèrement réduit.

La contribution de Thampi est une parfaite illustration de cet axe de recherche (voir le chapitre 15, page 357). En récapitulant les résultats des enquêtes commissionnées par les sections nationales de TI sur 1 500 ménages issus de cinq pays de l'Asie du Sud, Thampi relève que « les pauvres de ces pays risquent de se voir exclus des services publics du fait d'énormes barrières artificielles, économiques et autres ».

404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 332

Le rapport de Herrera et Roubaud sur une enquête représentative couvrant près de 20 000 ménages au Pérou (voir le chapitre 28, page 411) affine ce tableau. Ces auteurs relèvent que les pauvres payent moins pour soudoyer les fonctionnaires que les moins démunis, mais que ces pots-de-vin représentent une partie disproportionnée de leurs revenus. Razafindrakoto et Roubaud présentent les résultats d'enquêtes menées à travers l'Afrique francophone (voir le chapitre 29, page 415), en soulignant les facteurs qui déterminent les risques d'être victime de la corruption, tels que la position sociale, le genre et la religion. L'un des résultats intéressants de ces enquêtes indique que les fonctionnaires sont moins susceptibles d'être victimes de la corruption de la part de leurs collègues. Les deux études soutiennent que l'impact de la corruption sur les pauvres n'est pas souvent direct, étant donné que la plupart de ces pauvres accèdent difficilement aux services publics. L'impact est plutôt indirect, puisque la corruption constitue l'un des facteurs qui limitent cet accès.

Le nouveau baromètre mondial de la corruption de TI, qui mesure aussi l'impact de la corruption sur les pauvres (voir le chapitre 11, page 341), s'appuie sur les enquêtes effectuées auprès de plus de 40 000 personnes dans 47 pays. Deux personnes sur cinq interrogées ayant de faibles revenus pensent que la corruption joue un rôle déterminant dans leur vie et dans celle de leurs familles, alors qu'une seule personne sur quatre dotées d'un revenu élevé exprime la même opinion. De tels résultats amènent à conclure que la corruption touche davantage les pauvres et les personnes vulnérables.

## Conclusion

La série d'études présentée ici montre comment la recherche a évolué. Alors que les indices de comparaison continuent de retenir une plus grande attention, ils ne représentent plus qu'un axe de recherche parmi d'autres. La plupart des études présentées ici sont des études ciblées. Le niveau de la recherche change au fur et à mesure que nous passons de la comparaison des pays à l'étude des régions ou des groupes à l'intérieur des pays. Une telle approche permet de dresser un tableau plus complet qui présente le fonctionnement de la corruption à l'intérieur des sociétés.

Il existe cependant plusieurs domaines encore inexplorés. Avec le démarrage des programmes de lutte contre la corruption, certaines études, au nombre desquelles celle réalisée par Reinikka et Svensson, offrent une évaluation des mesures de lutte contre la corruption mises en place (voir le chapitre 23, page 391). Ces études constituent de précieux moyens d'action. Afin de prendre en compte l'intérêt manifesté pour les études ciblées sur la corruption, il importe de préconiser la réalisation d'autres études avec pour unité d'analyse l'entreprise, dans le but de donner une idée plus globale de l'impact de la corruption sur l'économie. L'une des faiblesses actuelles de la recherche est que l'IPC et d'autres indices transnationaux ne permettent pas une comparaison des changements survenus dans l'évolution de la corruption. Avec l'utilisation des nouveaux instruments, nous serons davantage en mesure de suivre les changements qui permettent d'identifier les stratégies les plus efficaces de lutte contre la corruption.

404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 333

## Notes

1. Pablo Zoido et Larry Chavis enseignent à l'université de Stanford aux États-Unis. Contacts : zoido_pablo@gsb.stanford.edu et chavis_larry@gsb.stanford.edu.
2. Pablo Mauro, « Corruption and growth » (La corruption et la croissance), in *Quarterly Journal of Economics*, p. 110 (1995).

404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 334

404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 335

# 10 Indice de perceptions de la corruption 2003

*Johann Graf Lambsdorff*[1]

L'indice de perceptions de la corruption (IPC) de Transparency International, publié tous les ans depuis 1995, continue de contribuer grandement à la recherche menée par les spécialistes en sciences sociales sur les causes et les conséquences de la corruption. Il constitue une agrégation des perceptions de personnes bien informées sur l'ampleur de la corruption, celle-ci étant définie comme l'abus de pouvoir public reçu en délégation à des fins privées. L'ampleur de la corruption reflète la fréquence des paiements illégaux ainsi que les entraves qui en résultent pour les entreprises.

Alors que des innovations méthodologiques continuent d'être introduites, les résultats sur plusieurs années présentent une grande cohérence. L'amélioration la plus importante apportée cette année est l'extension de l'indice de 102 à 133 pays.

L'IPC de cette année utilise des données recueillies entre 2001 et 2003. L'IPC est un indice composite. Au total, 17 sources de données ont été utilisées pour l'IPC 2003 ; elles ont été fournies par 13 institutions différentes, à savoir : 1) le Forum économique mondial ; 2) l'Institut de développement et de management (Lausanne) ; 3) l'« Economist Intelligence Unit » (Centre de renseignements économiques) ; 4) « Information International » basé à Beyrouth (Liban) ; 5) le Centre de recherche sur les marchés mondiaux (Londres) ; 6) Gallup International, pour le compte de Transparency International ; 7) Freedom House's *Nations in Transit* ; 8) PricewaterhouseCoopers ; 9) la « Political and Economic Risk Consultancy » (Hong-Kong) ; 10) l'Étude sur l'environnement des sociétés dans le monde réalisée par la Banque mondiale ; 11) l'université de Columbia ; 12) une banque de développement multilatérale ; et 13) l'Étude sur l'environnement commercial et les performances des entreprises réalisée par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque mondiale.

Pour être incluse dans l'indice, une source doit fournir un classement de pays. Elle doit aussi impérativement mesurer le niveau général de la corruption. La réalisation de ces conditions est très importante pour garantir que nous ne sommes pas en train de comparer des choses de nature différente. Certaines sources mélangent le niveau de la corruption avec d'autres variables comme la xénophobie, le nationalisme, l'instabilité politique ou les risques prévus suite à des changements en matière de corruption. L'inclusion de telles sources fausserait l'évaluation des niveaux perçus de la corruption. Nous adoptons une approche conservatrice et n'incluons donc que des sources qui comparent rigoureusement les niveaux de corruption.

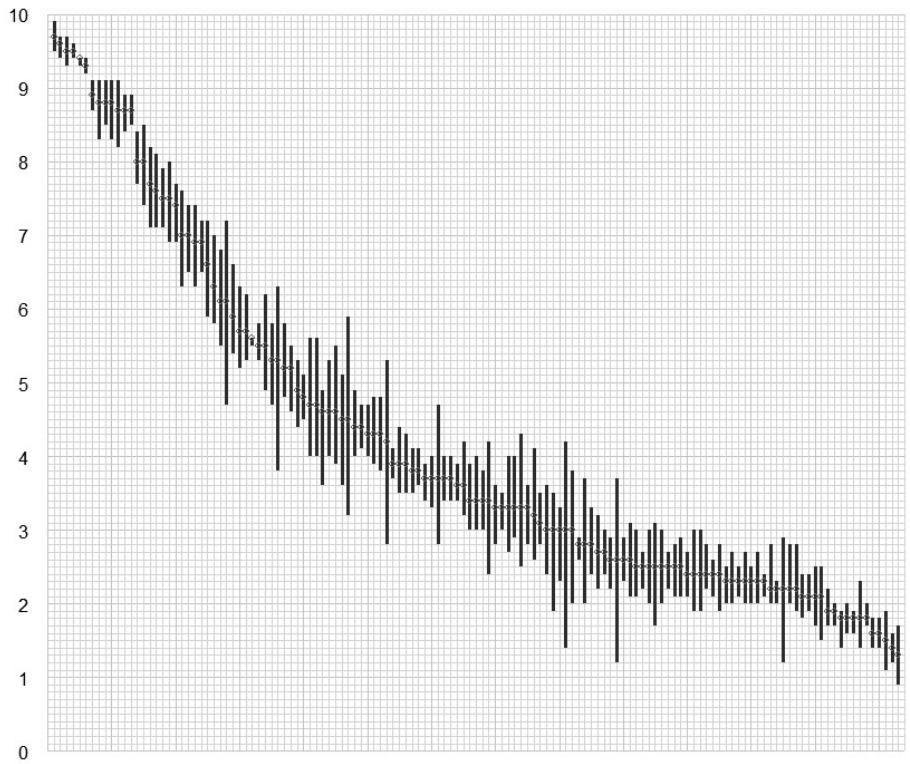
La force de l'IPC réside dans la combinaison de plusieurs sources de données en un seul indice, ce qui augmente la fiabilité de chaque source individuelle. L'avan-

404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 336

tage de combiner les données de cette manière est que les valeurs déviantes provenant d'une source peuvent être contrebalancées par l'inclusion de deux sources au moins, réduisant ainsi le risque de ne pas refléter correctement le niveau de corruption d'un pays.

L'importante corrélation des différentes sources utilisées est un indicateur de sa fiabilité générale. Dans le graphique 10.1 ci-dessous, cette fiabilité des résultats est aussi reflétée par un intervalle de confiance à 90 % pour chaque pays listé dans l'IPC 2003, indiquant comment la note d'un pays peut varier selon la précision des mesures. La plupart des pays sont évalués avec suffisamment de précision pour permettre un classement des nations.

Graphique 10.1. L'IPC 2003 et les intervalles de confiance à 90 %



404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 337

Tableau 10.1. Indice de perceptions de la corruption 2003

| Classement | Pays | Note IPC 2003 | Nombre de sondages utilisés | Écart type | Note la plus basse /haute | Intervalle de confiance à 90 % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Finlande | 9.7 | 8 | 0.3 | 9.2 - 10.0 | 9.5 - 9.9 |
| 2 | Islande | 9.6 | 7 | 0.3 | 9.2 - 10.0 | 9.4 - 9.7 |
| 3 | Danemark | 9.5 | 9 | 0.4 | 8.8 - 9.9 | 9.3 - 9.7 |
| | Nouvelle-Zélande | 9.5 | 8 | 0.2 | 9.2 - 9.6 | 9.4 - 9.6 |
| 5 | Singapour | 9.4 | 12 | 0.1 | 9.2 - 9.5 | 9.3 - 9.4 |
| 6 | Suède | 9.3 | 11 | 0.2 | 8.8 - 9.6 | 9.2 - 9.4 |
| 7 | Pays-Bas | 8.9 | 9 | 0.3 | 8.5 - 9.3 | 8.7 - 9.1 |
| 8 | Australie | 8.8 | 12 | 0.9 | 6.7 - 9.5 | 8.3 - 9.1 |
| | Norvège | 8.8 | 8 | 0.5 | 8.0 - 9.3 | 8.5 - 9.1 |
| | Suisse | 8.8 | 9 | 0.8 | 6.9 - 9.4 | 8.3 - 9.1 |
| 11 | Canada | 8.7 | 12 | 0.9 | 6.5 - 9.4 | 8.2 - 9.1 |
| | Luxembourg | 8.7 | 6 | 0.4 | 8.0 - 9.2 | 8.4 - 8.9 |
| | Royaume-Uni | 8.7 | 13 | 0.5 | 7.8 - 9.2 | 8.5 - 8.9 |
| 14 | Autriche | 8.0 | 9 | 0.7 | 7.3 - 9.3 | 7.7 - 8.4 |
| | Hong-Kong | 8.0 | 11 | 1.1 | 5.6 - 9.3 | 7.4 - 8.5 |
| 16 | Allemagne | 7.7 | 11 | 1.2 | 4.9 - 9.2 | 7.1 - 8.2 |
| 17 | Belgique | 7.6 | 9 | 0.9 | 6.6 - 9.2 | 7.1 - 8.1 |
| 18 | Irlande | 7.5 | 9 | 0.7 | 6.5 - 8.8 | 7.1 - 7.9 |
| | États-Unis | 7.5 | 13 | 1.2 | 4.9 - 9.2 | 6.9 - 8.0 |
| 20 | Chili | 7.4 | 12 | 0.9 | 5.6 - 8.8 | 6.9 - 7.7 |
| 21 | Israël | 7.0 | 10 | 1.2 | 4.7 - 8.1 | 6.3 - 7.6 |
| | Japon | 7.0 | 13 | 1.1 | 5.5 - 8.8 | 6.5 - 7.4 |
| 23 | France | 6.9 | 12 | 1.1 | 4.8 - 9.0 | 6.3 - 7.4 |
| | Espagne | 6.9 | 11 | 0.8 | 5.2 - 7.8 | 6.5 - 7.2 |
| 25 | Portugal | 6.6 | 9 | 1.2 | 4.9 - 8.1 | 5.9 - 7.2 |
| 26 | Oman | 6.3 | 4 | 0.9 | 5.5 - 7.3 | 5.8 - 7.0 |
| 27 | Bahrayn | 6.1 | 3 | 1.1 | 5.5 - 7.4 | 5.5 - 6.8 |
| | Chypre | 6.1 | 3 | 1.6 | 4.7 - 7.8 | 4.7 - 7.2 |
| 29 | Slovénie | 5.9 | 12 | 1.2 | 4.7 - 8.8 | 5.4 - 6.6 |
| 30 | Botswana | 5.7 | 6 | 0.9 | 4.7 - 7.3 | 5.2 - 6.3 |
| | Taiwan | 5.7 | 13 | 1.0 | 3.6 - 7.8 | 5.3 - 6.2 |
| 32 | Qatar | 5.6 | 3 | 0.1 | 5.5 - 5.7 | 5.5 - 5.6 |
| 33 | Estonie | 5.5 | 12 | 0.6 | 4.7 - 6.6 | 5.3 - 5.8 |
| | Uruguay | 5.5 | 7 | 1.1 | 4.1 - 7.4 | 4.9 - 6.2 |
| 35 | Italie | 5.3 | 11 | 1.1 | 3.3 - 7.3 | 4.7 - 5.8 |
| | Koweït | 5.3 | 4 | 1.7 | 3.3 - 7.4 | 3.8 - 6.3 |
| 37 | Malaisie | 5.2 | 13 | 1.1 | 3.6 - 8.0 | 4.8 - 5.8 |
| | Émirats arabes unis | 5.2 | 3 | 0.5 | 4.6 - 5.6 | 4.6 - 5.5 |
| 39 | Tunisie | 4.9 | 6 | 0.7 | 3.6 - 5.6 | 4.4 - 5.3 |
| 40 | Hongrie | 4.8 | 13 | 0.6 | 4.0 - 5.6 | 4.5 - 5.1 |
| 41 | Lituanie | 4.7 | 10 | 1.6 | 3.0 - 7.7 | 4.0 - 5.6 |
| | Namibie | 4.7 | 6 | 1.3 | 3.6 - 6.6 | 4.0 - 5.6 |
| 43 | Cuba | 4.6 | 3 | 1.0 | 3.6 - 5.5 | 3.6 - 4.9 |
| | Jordan | 4.6 | 7 | 1.1 | 3.6 - 6.5 | 4.0 - 5.3 |
| | Trinidad et Tobago | 4.6 | 6 | 1.3 | 3.4 - 6.9 | 3.9 - 5.5 |
| 46 | Belize | 4.5 | 3 | 0.9 | 3.6 - 5.5 | 3.6 - 5.1 |
| | Arabie saoudite | 4.5 | 4 | 2.0 | 2.8 - 7.4 | 3.2 - 5.9 |
| 48 | Maurice | 4.4 | 5 | 0.7 | 3.6 - 5.5 | 4.0 - 4.9 |
| | Afrique du Sud | 4.4 | 12 | 0.6 | 3.6 - 5.5 | 4.1 - 4.7 |

404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 338

Tableau 10.1. suite

| Classement | Pays | Note IPC 2003 | Nombre de sondages utilisés | Écart type | Note la plus basse /haute | Intervalle de confiance à 90 % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 50 | Costa Rica | 4.3 | 8 | 0.7 | 3.5 - 5.5 | 4.0 - 4.7 |
| | Grèce | 4.3 | 9 | 0.8 | 3.7 - 5.6 | 3.9 - 4.8 |
| | Corée du Sud | 4.3 | 12 | 1.0 | 2.0 - 5.6 | 3.8 - 4.8 |
| 53 | Biélorussie | 4.2 | 5 | 1.8 | 2.0 - 5.8 | 2.8 - 5.3 |
| 54 | Brésil | 3.9 | 12 | 0.5 | 3.3 - 4.7 | 3.7 - 4.1 |
| | Bulgarie | 3.9 | 10 | 0.9 | 2.8 - 5.7 | 3.5 - 4.4 |
| | Rép. tchèque | 3.9 | 12 | 0.9 | 2.6 - 5.6 | 3.5 - 4.3 |
| 57 | Jamaïque | 3.8 | 5 | 0.4 | 3.3 - 4.3 | 3.5 - 4.1 |
| | Lettonie | 3.8 | 7 | 0.4 | 3.4 - 4.7 | 3.6 - 4.1 |
| 59 | Colombie | 3.7 | 11 | 0.5 | 2.7 - 4.4 | 3.4 - 3.9 |
| | Croatie | 3.7 | 8 | 0.6 | 2.6 - 4.7 | 3.3 - 4.0 |
| | El Salvador | 3.7 | 7 | 1.5 | 2.0 - 6.3 | 2.8 - 4.7 |
| | Pérou | 3.7 | 9 | 0.6 | 2.7 - 4.9 | 3.4 - 4.0 |
| | Slovaquie | 3.7 | 11 | 0.7 | 2.9 - 4.7 | 3.4 - 4.0 |
| 64 | Mexique | 3.6 | 12 | 0.6 | 2.4 - 4.9 | 3.4 - 3.9 |
| | Pologne | 3.6 | 14 | 1.1 | 2.4 - 5.6 | 3.2 - 4.2 |
| 66 | Chine | 3.4 | 13 | 1.0 | 2.0 - 5.5 | 3.0 - 3.9 |
| | Panamá | 3.4 | 7 | 0.8 | 2.7 - 5.0 | 3.0 - 4.0 |
| | Sri Lanka | 3.4 | 7 | 0.7 | 2.4 - 4.4 | 3.0 - 3.8 |
| | Syrie | 3.4 | 4 | 1.3 | 2.0 - 5.0 | 2.4 - 4.2 |
| 70 | Bosnie & Herzégovine | 3.3 | 6 | 0.7 | 2.2 - 3.9 | 2.8 - 3.6 |
| | Rép. dominicaine | 3.3 | 6 | 0.4 | 2.7 - 3.8 | 3.0 - 3.5 |
| | Égypte | 3.3 | 9 | 1.3 | 1.8 - 5.3 | 2.7 - 4.0 |
| | Ghana | 3.3 | 6 | 0.9 | 2.7 - 5.0 | 2.9 - 4.0 |
| | Maroc | 3.3 | 5 | 1.3 | 2.4 - 5.5 | 2.5 - 4.3 |
| | Thaïlande | 3.3 | 13 | 0.9 | 1.4 - 4.4 | 2.8 - 3.6 |
| 76 | Sénégal | 3.2 | 6 | 1.2 | 2.2 - 5.5 | 2.6 - 4.1 |
| 77 | Turquie | 3.1 | 14 | 0.9 | 1.8 - 5.4 | 2.8 - 3.5 |
| 78 | Arménie | 3.0 | 5 | 0.8 | 2.2 - 4.1 | 2.4 - 3.6 |
| | Iran | 3.0 | 4 | 1.0 | 1.5 - 3.6 | 1.9 - 3.5 |
| | Liban | 3.0 | 4 | 0.8 | 2.1 - 3.6 | 2.3 - 3.3 |
| | Mali | 3.0 | 3 | 1.8 | 1.4 - 5.0 | 1.4 - 4.2 |
| | Palestine | 3.0 | 3 | 1.2 | 2.0 - 4.3 | 2.0 - 3.8 |
| 83 | Inde | 2.8 | 14 | 0.4 | 2.1 - 3.6 | 2.6 - 2.9 |
| | Malawi | 2.8 | 4 | 1.2 | 2.0 - 4.4 | 2.0 - 3.7 |
| | Roumanie | 2.8 | 12 | 1.0 | 1.6 - 5.0 | 2.4 - 3.3 |
| 86 | Mozambique | 2.7 | 5 | 0.7 | 2.0 - 3.6 | 2.2 - 3.2 |
| | Russie | 2.7 | 16 | 0.8 | 1.4 - 4.9 | 2.4 - 3.0 |
| 88 | Algérie | 2.6 | 4 | 0.5 | 2.0 - 3.0 | 2.2 - 2.9 |
| | Madagascar | 2.6 | 3 | 1.8 | 1.2 - 4.7 | 1.2 - 3.7 |
| | Nicaragua | 2.6 | 7 | 0.5 | 2.0 - 3.3 | 2.3 - 2.9 |
| | Yémen | 2.6 | 4 | 0.7 | 2.0 - 3.4 | 2.1 - 3.1 |
| 92 | Albanie | 2.5 | 5 | 0.6 | 1.9 - 3.2 | 2.1 - 3.0 |
| | Argentine | 2.5 | 12 | 0.5 | 1.6 - 3.2 | 2.2 - 2.7 |
| | Éthiopie | 2.5 | 5 | 0.8 | 1.5 - 3.6 | 2.0 - 3.0 |
| | Gambie | 2.5 | 4 | 0.9 | 1.5 - 3.6 | 1.7 - 3.1 |
| | Pakistan | 2.5 | 7 | 0.9 | 1.5 - 3.9 | 2.0 - 3.0 |
| | Philippines | 2.5 | 12 | 0.5 | 1.6 - 3.6 | 2.2 - 2.7 |
| | Tanzanie | 2.5 | 6 | 0.6 | 2.0 - 3.3 | 2.1 - 2.8 |
| | Zambie | 2.5 | 5 | 0.6 | 2.0 - 3.3 | 2.1 - 2.9 |

404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 339

Tableau 10.1. suite

| Classe-ment | Pays | Note IPC 2003 | Nombre de sondages utilisés | Écart type | Note la plus basse /haute | Intervalle de confiance à 90% |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 100 | Guatemala | 2.4 | 8 | 0.6 | 1.5 - 3.4 | 2.1 - 2.7 |
| | Kazakhstan | 2.4 | 7 | 0.9 | 1.6 - 3.8 | 1.9 - 3.0 |
| | Moldavie | 2.4 | 5 | 0.8 | 1.6 - 3.6 | 1.9 - 3.0 |
| | Ouzbékistan | 2.4 | 6 | 0.5 | 2.0 - 3.3 | 2.2 - 2.8 |
| | Venezuela | 2.4 | 12 | 0.5 | 1.4 - 3.1 | 2.1 - 2.6 |
| | Vietnam | 2.4 | 8 | 0.8 | 1.4 - 3.6 | 1.9 - 2.8 |
| 106 | Bolivie | 2.3 | 6 | 0.4 | 1.9 - 2.9 | 2.0 - 2.5 |
| | Honduras | 2.3 | 7 | 0.6 | 1.4 - 3.3 | 2.0 - 2.7 |
| | Macédoine | 2.3 | 5 | 0.3 | 2.0 - 2.7 | 2.1 - 2.5 |
| | Serbie & Monténégro | 2.3 | 5 | 0.5 | 2.0 - 3.2 | 2.0 - 2.7 |
| | Soudan | 2.3 | 4 | 0.3 | 2.0 - 2.7 | 2.0 - 2.5 |
| | Ukraine | 2.3 | 10 | 0.6 | 1.6 - 3.8 | 2.0 - 2.7 |
| | Zimbabwe | 2.3 | 7 | 0.3 | 2.0 - 2.7 | 2.1 - 2.4 |
| 113 | Rép. du Congo | 2.2 | 3 | 0.5 | 2.0 - 2.8 | 2.0 - 2.8 |
| | Équateur | 2.2 | 8 | 0.3 | 1.8 - 2.6 | 2.0 - 2.3 |
| | Irak | 2.2 | 3 | 1.1 | 1.2 - 3.4 | 1.2 - 2.9 |
| | Sierra Leone | 2.2 | 3 | 0.5 | 2.0 - 2.8 | 2.0 - 2.8 |
| | Ouganda | 2.2 | 6 | 0.7 | 1.8 - 3.5 | 1.9 - 2.8 |
| 118 | Côte d'Ivoire | 2.1 | 5 | 0.5 | 1.5 - 2.7 | 1.8 - 2.4 |
| | Kirghizistan | 2.1 | 5 | 0.4 | 1.6 - 2.7 | 1.9 - 2.4 |
| | Libye | 2.1 | 3 | 0.5 | 1.7 - 2.7 | 1.7 - 2.5 |
| | Papousie Nlle Guinée | 2.1 | 3 | 0.6 | 1.5 - 2.7 | 1.5 - 2.5 |
| 122 | Indonésie | 1.9 | 13 | 0.5 | 0.7 - 2.9 | 1.7 - 2.2 |
| | Kenya | 1.9 | 7 | 0.3 | 1.5 - 2.4 | 1.7 - 2.0 |
| 124 | Angola | 1.8 | 3 | 0.3 | 1.4 - 2.0 | 1.4 - 1.9 |
| | Azerbaïdjan | 1.8 | 7 | 0.3 | 1.4 - 2.3 | 1.6 - 2.0 |
| | Cameroun | 1.8 | 5 | 0.2 | 1.4 - 2.0 | 1.6 - 1.9 |
| | Géorgie | 1.8 | 6 | 0.7 | 0.9 - 2.8 | 1.4 - 2.3 |
| | Tadjikistan | 1.8 | 3 | 0.3 | 1.5 - 2.0 | 1.7 - 2.0 |
| 129 | Myanmar | 1.6 | 3 | 0.3 | 1.4 - 2.0 | 1.4 - 1.8 |
| | Paraguay | 1.6 | 6 | 0.3 | 1.2 - 2.0 | 1.4 - 1.8 |
| 131 | Haïti | 1.5 | 5 | 0.6 | 0.7 - 2.3 | 1.1 - 1.9 |
| 132 | Nigeria | 1.4 | 9 | 0.4 | 0.9 - 2.0 | 1.2 - 1.6 |
| 133 | Bangladesh | 1.3 | 8 | 0.7 | 0.3 - 2.2 | 0.9 - 1.7 |

« Note IPC 2003 » se réfère à la perception du niveau de corruption selon les hommes d'affaires, les universitaires et les analystes, et va de 10 (très propre) à 0 (très corrompu).

« Sondages utilisés » se réfère au nombre de sondages ayant permis l'évaluation de la performance d'un pays. Un total de 17 sondages conduits par 13 institutions indépendantes ont été utilisés ; et un minimum de trois résultats de sondage a été requis pour l'inclusion d'un pays dans l'IPC.

« Écart type » indique les écarts entre les valeurs attribuées par les sources : plus l'écart est grand, plus grandes sont les différences de perception d'un pays selon les différentes sources.

« Note la plus basse/haute » indique les plus grandes et les plus petites valeurs attribuées par les différentes sources.

« Intervalle de confiance à 90 % » représente la plage de valeurs possibles de la note IPC. Cette plage montre comment la note d'un pays peut varier, en fonction de la précision de la mesure. Il y a 5 % de probabilité que la note se situe au-dessus de cette plage, et 5 % de probabilité qu'elle se situe en deçà. Cet intervalle, notamment là où il n'existe que trois sources, n'est qu'une indication approximative.

404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 340

L'indice est un aperçu annuel succinct des points de vue des décideurs. Toute comparaison avec les résultats d'années antérieures devrait être basée sur la note d'un pays et non sur son rang ; le rang d'un pays peut en effet changer du fait de la seule inclusion de nouveaux pays dans l'indice. En outre, les comparaisons de note entre années résultent non seulement d'un changement dans la perception de la performance d'un pays, mais aussi d'un changement de la méthodologie et de l'échantillon ; chaque année, des points de vue différents sont recueillis et des questions légèrement différentes posées. Néanmoins, les recherches actuelles révèlent que l'impact du changement de la méthodologie et de l'échantillonnage est négligeable, surtout quand on considère les tendances à long terme de l'IPC.

L'IPC reflète des perceptions insensibles aux facteurs culturels et représente une perception globale. La solidité des résultats de l'IPC est renforcée car il existe une forte corrélation entre le point de vue des résidents et ceux des expatriés. Dans le passé, le point de vue des pays les moins avancés semblait insuffisamment représenté. Cependant, pour l'IPC 2003, Gallup International a mené pour Transparency International un sondage auprès des ressortissants des pays les moins avancés en leur demandant d'évaluer la performance des fonctionnaires dans les pays industrialisés. La même approche a été utilisée par Information International, une institution basée à Beyrouth. Les résultats de ces groupes d'expatriés sont en corrélation parfaite avec les autres sources utilisées dans l'IPC 2003.

Une description plus détaillée de cette méthodologie est disponible sur Internet aux adresses suivantes : www.transparency.org/cpi/index.html#cpi ou www.gwdg.de/~uwvw.

## Note

1. Johann Graf Lambsdorff est professeur d'économie à l'université Passau en Allemagne, et directeur des travaux statistiques sur l'IPC pour le compte de TI. Contact : jlambsd@uni-passau.de.

404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 341

# 11 Baromètre mondial de la corruption 2003

*Transparency International*

Le baromètre mondial de la corruption est un nouveau sondage international de l'opinion publique sur les perceptions, les expériences et les comportements en matière de corruption. Le baromètre a été réalisé en association avec « Gallup International », dans le cadre de son premier sondage « La voix du peuple ». Ce sondage porte sur des interviews réalisées au mois de juillet 2002 auprès de 40 838 personnes, dans 47 pays à travers tous les continents[1].

Pour compléter l'indice de perceptions de la corruption établi par TI, le baromètre comprend des questions visant à capturer les différents aspects de l'ampleur et de l'impact de la corruption. Ces questions ont trait à l'impact de la corruption sur les divers domaines de la vie, et aux perceptions relatives au changement au cours des années antérieures, ainsi qu'aux perspectives d'avenir. TI se propose de reconduire ce sondage, ce qui permettrait une évaluation des tendances observées au fil des ans, à la fois dans la perception et dans l'expérience concrète de la corruption.

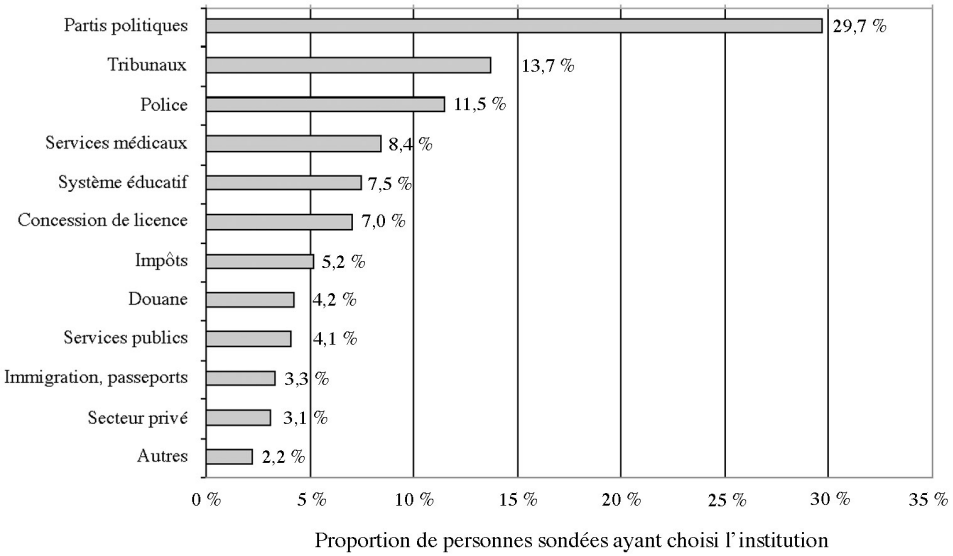
Les conclusions les plus intéressantes sont celles portant sur la question de savoir de quelle institution les personnes interrogées aimeraient éradiquer la corruption en premier lieu, si elles possédaient « une baguette magique ». La majorité écrasante de réponses indique en premier lieu les partis politiques, suivis des tribunaux et de la police. Les partis politiques sont l'institution la plus souvent choisie dans 33 des 45 pays où la question a été posée[2], plus particulièrement en Argentine et au Japon, où plus de 50 % des personnes interrogées ont opté pour les partis politiques. Au total, environ 30 % de toutes les personnes sondées à travers le monde ont choisi les partis politiques comme l'institution d'où ils aimeraient voir la corruption éradiquée (graphique 11.1).

Les tribunaux ont été sélectionnés par 14 % des personnes interrogées à travers le monde, plus particulièrement au Cameroun, en Indonésie et au Pérou, où ils ont été mentionnés par plus de 30 % de l'échantillon. La police a été choisie par 12 % des personnes interrogées à travers le monde, mais par plus de 30 % à Hong-Kong, en Malaisie, au Mexique et au Nigeria. Les services médicaux, qui arrivent en quatrième position à l'échelle mondiale, ont été choisis par plus de 20 % des personnes sondées en Bosnie-Herzégovine, en Croatie et en Pologne.

Le sondage avait aussi prévu un certain nombre de questions sur l'impact de la corruption sur la vie personnelle et familiale, sur l'environnement commercial, sur la vie politique et sur la culture et les valeurs sociales. Il ressort surtout de ce sondage que les pauvres sont les plus durement affectés par la corruption (tableau 11.1).

404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 342

Graphique 11.1. Domaines prioritaires pour l'élimination de la corruption




Note : la question posée aux personnes sondées était la suivante : « Si vous aviez une baguette magique qui vous permettait d'éliminer la corruption dans l'une des institutions suivantes, quel serait votre premier choix ? »

Plus de 40 % des personnes sondées ayant déclaré percevoir un revenu peu élevé estiment que la corruption a un impact important sur leur vie personnelle et familiale. La même réponse a été obtenue de 25 % seulement des personnes sondées ayant déclaré avoir un revenu élevé. La corrélation avec le revenu s'est avérée très importante.

Tableau 11.1. Perceptions de l'impact de la corruption selon le niveau du revenu

| | Opinion des personnes sondées sur l'impact de la corruption sur la vie personnelle et familiale | | |
|---|---|---|---|
| Niveau du revenu | Faiblement (%) | Passablement (%) | De façon importante (%) |
| Revenu bas | 29,7 | 29,3 | 41,0 |
| Revenu moyen | 36,7 | 35,7 | 27,5 |
| Revenu élevé | 44,5 | 30,1 | 25,4 |
| Refusé de répondre à la question sur le revenu | 40,9 | 28,0 | 31,1 |
| TOTAL | 35,2 | 31,1 | 33,7 |

Note : une personne sondée sur six (soit 17,4 %) a refusé de déclarer ses revenus.

404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 343

L'étude a aussi montré que les attitudes vis-à-vis de la corruption et de son impact changent considérablement à travers le monde, et qu'elles ne sont pas nécessairement en corrélation avec les niveaux de la corruption. Le tableau 11.2 (incluant un petit sous-échantillon de pays) indique que dans certains pays présentant un niveau relativement bas de corruption (le Canada par exemple), les gens estiment que la corruption a un impact important. Par contre, dans d'autres pays ayant un niveau relativement élevé de corruption (tel que le Pakistan), son impact est considéré comme étant peu important.

Tableau 11.2. Perceptions de l'impact de la corruption sur les différents domaines de la vie

| | Proportion des personnes sondées qui pensent que la corruption a un impact « très important » sur : | | | |
|---|---|---|---|---|
| | La vie de l'individu et de la famille | L'environnement commercial | La vie politique | La culture et les valeurs sociales |
| Argentine | 64,4 | 87,9 | 93,0 | 85,1 |
| Bosnie et Herzégovine | 69,7 | 75,5 | 81,4 | 82,3 |
| Canada | 42,5 | 16,6 | 13,1 | 17,0 |
| Hong-Kong | 14,7 | 81,8 | 25,5 | 28,5 |
| Italie | 15,4 | 69,7 | 59,8 | 37,2 |
| Corée | 19,2 | 39,5 | 51,3 | 31,5 |
| Pakistan | 10,0 | 7,4 | 9,5 | 9,9 |
| États-Unis | 26,5 | 7,4 | 7,1 | 9,6 |
| MOYENNE pour 45 pays[a] | 33,8 | 48,6 | 55,1 | 43,7 |

a. Les données sont indisponibles pour le Brésil et la Chine. Les données fournies par l'Autorité palestinienne ne sont pas comprises dans le total général.

Deux questions se rapportaient à la perception des changements observés au fil des années sur les niveaux de la corruption. Les personnes sondées ont tout d'abord été invitées à dire comment elles estimaient que le niveau de la corruption avait changé au cours des trois années précédentes. Pour 47 % du total des personnes interrogées, ce niveau a augmenté, tandis qu'il n'a diminué que pour une personne sur dix. Ces conclusions reflètent les résultats de l'Indice 2002 de corruption des pays exportateurs (ICPE), avec moins d'un tiers des personnes sondées indiquant que la pratique des pots-de-vin à l'échelle internationale mettant en cause les hauts fonctionnaires avait diminué au cours des cinq années précédentes, et seulement 6 % de ces personnes ayant observé une baisse sensible.

Interrogées sur les perspectives d'avenir, les personnes prévoyant une augmentation du niveau de la corruption au cours des trois années à venir sont plus nombreuses que celles prévoyant une diminution sur la même période. Alors que 42 % de répondants prévoient que ce niveau augmentera « beaucoup » ou « peu », seulement 20 % prédisent une diminution (tableau 11.3). En Colombie et en Indonésie, où les résultats du sondage ont été les plus optimistes, plus de 50 % des personnes interrogées ont prévu une baisse du niveau de la corruption. En revanche, la majorité des personnes interrogées au Cameroun, en Géorgie, en Inde, en Israël, aux Pays-Bas, en Norvège, en Afrique du Sud et en Turquie s'attendent à une augmentation du niveau de la corruption dans leurs pays.

404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 344

Tableau 11.3. Changements attendus du niveau de la corruption au cours des trois années à venir

| | Augment. sensible (%) | Petite augment. (%) | Statut quo (%) | Petite dimin. (%) | Dimin. sensible (%) | Sans opinion /pas de réponse (%) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Les optimistes (plus de 50 % prévoient une baisse du niveau de la corruption) | | | | | | |
| 1. Colombie | 14,0 | 10,0 | 11,7 | 28,3 | 32,0 | 4,0 |
| 2. Indonésie | 10,0 | 7,8 | 25,9 | 41,0 | 13,7 | 1,6 |
| Les pessimistes (plus de 50 % prévoient une hausse du niveau de la corruption) | | | | | | |
| 1. Inde | 55,8 | 18,5 | 13,6 | 6,7 | 1,2 | 4,1 |
| 2. Pays-Bas | 21,5 | 37,9 | 20,0 | 4,5 | 0,0 | 16,2 |
| 3. Israël | 19,0 | 39,5 | 23,0 | 7,4 | 1,6 | 9,6 |
| 4. Turquie | 37,2 | 19,4 | 14,7 | 9,0 | 3,0 | 16,7 |
| 5. Géorgie | 34,6 | 20,6 | 11,5 | 9,2 | 1,3 | 22,8 |
| 6. Cameroun | 39,4 | 15,1 | 13,3 | 15,3 | 4,7 | 12,1 |
| 7. Afrique du Sud | 36,1 | 14,7 | 13,5 | 19,3 | 10,8 | 5,6 |
| 8. Norvège | 67 | 43,5 | 29,2 | 10,5 | 1,6 | 8,5 |
| Total MOYENNE pour 45 pays[a] | 20,1 | 22,0 | 27,1 | 15,4 | 4,6 | 10,8 |

a. Les données sont indisponibles pour le Brésil et la Chine. Les données fournies par l'Autorité palestinienne ne sont pas comprises dans le total général.

L'analyse des données a été réalisée par « Frances Smith » et le professeur Ross Homel du « Key Centre for Ethics, Law, Justice and Governance » de l'université de Griffith, Queensland, Australie. L'ensemble des données est disponible sur Internet, à l'adresse suivante : www.transparency.org/surveys.

## Notes

1. Les 47 pays sont : l'Argentine, l'Autriche, la Bolivie, la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, la Grande-Bretagne, la Bulgarie, le Cameroun, le Canada, la Chine, la Colombie, le Costa Rica, la Croatie, le Danemark, la République dominicaine, la Finlande, la Géorgie, l'Allemagne, le Guatemala, Hong-Kong, l'Inde, l'Indonésie, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Macédoine, la Malaisie, le Mexique, les Pays-Bas, le Nigeria, la Norvège, le Pakistan, le Panamá, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Russie, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Turquie et les États-Unis. Les données sur les problèmes de corruption en ce qui concerne le Brésil et la Chine font défaut. Dans un sondage différent, 1 315 personnes ont été interrogées au sein de l'Autorité palestinienne par le « Palestinian Center for Policy and Survey Research » en avril 2003. Les résultats de ce sondage ne sont pas compris dans le chiffres globaux mentionnés dans le tableau.
2. Les données sur cette question font défaut en ce qui concerne le Brésil, la Chine et le Pakistan, mais sont disponibles pour l'Autorité palestinienne.

404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 345

# 12 Indice d'intégrité des établissements publics : évaluation des risques de corruption en Colombie

*Transparencia por Colombia*[1]

Transparencia por Colombia, la section nationale de TI en Colombie, a mis au point l'Indice d'intégrité des établissements publics en 2002 ; il compare les risques de corruption pour les établissements publics du pays. C'est le premier outil du genre à être élaboré par une organisation indépendante de la société civile. Ce projet vise à sensibiliser l'opinion publique colombienne sur les questions relatives à la corruption et à l'intégrité dans le pays, à améliorer le suivi de ces questions et à produire une information susceptible d'être utilisée pour élaborer d'autres politiques de lutte contre la corruption.

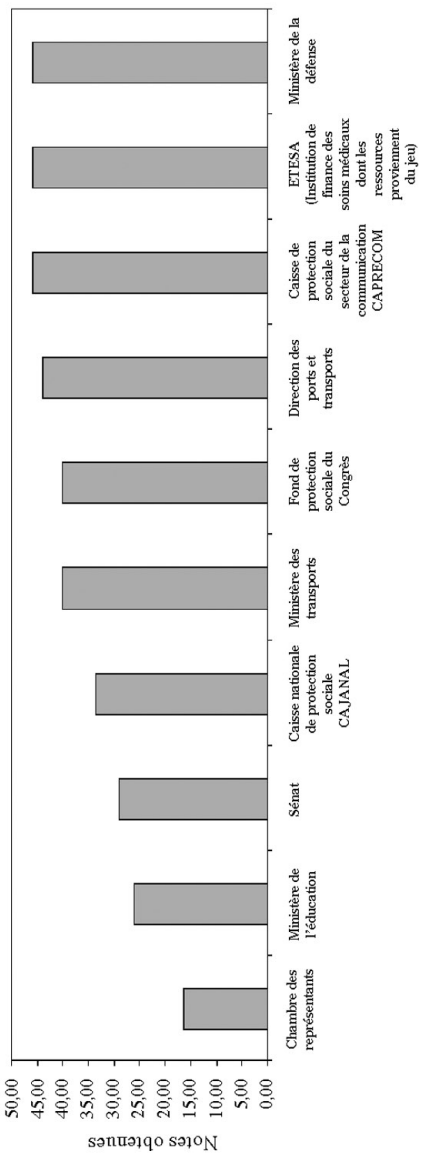
La note finale obtenue pour l'indice est une moyenne de seize indicateurs, la plupart étant des mesures objectives, tandis que les autres reflètent les points de vue d'un échantillon de responsables de chaque institution. Les indicateurs mettent en relief l'intégrité – c'est-à-dire les mesures prises par des institutions pour prévenir et sanctionner la corruption – plutôt que la corruption elle-même. Il s'agit donc, par le biais de ces indicateurs, d'inciter à l'adoption de réformes plutôt que de pointer un doigt accusateur. Les indicateurs sont répartis en trois catégories.

- *Transparence*. Elle comporte quatre indicateurs dont les informations trouvées sur la page d'accueil du site Internet de l'institution, l'existence d'un système permettant de faire des réclamations et d'obtenir des informations par téléphone, ainsi que la note fournie par les fonctionnaires respectifs de chaque institution sur la transparence et l'autonomie institutionnelle.
- *Contrôle et sanction*. Cette catégorie se compose de huit indicateurs, tels que le nombre de réclamations présentées, d'enquêtes ouvertes, de plaintes déposées et de sanctions prononcées par le bureau du procureur général, de sanctions fiscales infligées par le contrôleur général, ainsi que du coût lié aux sanctions prononcées et aux règlements.
- *Efficacité et caractère institutionnel*. Cette catégorie comporte quatre indicateurs dont les notes fournies par quelques fonctionnaires sélectionnés au sein de chaque institution sur des questions telles que la simplicité des processus organisationnels, la réalisation effective de la fonction de contrôle interne, les mesures incitatives en faveur des employés et l'engagement du personnel.

Pendant le processus de mise au point de l'indice, on a pu constater combien il était difficile d'avoir accès à l'information en Colombie. Les données sur support

404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 346

Graphique 12.1. Institutions présentant un risque élevé de corruption (total des points obtenus inférieur à 50)



404034_p325a386 22/04/04 15:46 Page 347

papier sont éparpillées, mal organisées et rarement systématiques, tandis que les fonctionnaires refusent souvent ou s'avèrent « inefficaces » lorsqu'on leur demande de fournir une information à des organisations de la société civile.

Seuls les établissements qui ont pu fournir une information suffisante pour toutes les rubriques qui entrent dans le calcul des notes ont été pris en compte. Au total, l'indice d'intégrité 2002 a noté 88 établissements publics nationaux. Ces établissements sont représentatifs de l'ensemble des fonctions exercées par l'Etat, notamment celles qui vont de la définition et de la mise en œuvre des politiques, à la mise en place de mécanismes appropriés d'application des sanctions, en passant par la législation et la réglementation. Ils sont représentatifs des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, du fisc, du procureur général et du bureau du médiateur.

Sur une échelle de 0 à 100 (où 100 représente le nombre maximum de points possibles), seul un établissement a obtenu plus de 90 points tandis que 22 se situaient entre 70 et 90 points. Soixante-cinq établissements ont réalisé une performance en deçà.

Les cas les plus inquiétants sont les performances réalisées par dix établissements qui ont obtenu moins de 50 points (voir graphique 12.1). Le groupe en question comprend le Congrès national (le Sénat et la Chambre des représentants), plusieurs ministères responsables de la gestion d'une bonne partie du budget (les Transports, l'Éducation et la Défense), quatre des caisses et organismes chargés de la gestion de la santé et des ressources de la sécurité sociale et deux importants établissements de développement rural.

Cet indice sera publié annuellement pour permettre le suivi des performances au fil du temps. Un certain nombre d'établissements ont déjà fait savoir leur intention d'effectuer des réformes internes, en vue d'améliorer leur performance dans les futurs indices.

Il s'agit maintenant d'améliorer le potentiel de l'indice en l'étendant à de nouveaux établissements, en améliorant les méthodes d'évaluation et en surmontant les obstacles à l'accès à l'information. La publication de l'indice a déjà incité le gouvernement à adopter des politiques qui assureraient la disponibilité de l'information appropriée.

Pour plus d'informations sur l'indice, consultez le site Internet :
www.transparenciacolombia.org.co.

## Note

1. Marcela Rozo Rincón est directrice de recherche à Transparencia por Colombia. Ana Maria Torres Soto est chercheur principal à Transparencia por Colombia. Contact : indiceintegridad@transparenciacolombia.org.co.